Grève pour les salaires : c'est le moment, allons y nous aussi !

Mardi 18 octobre, en grève et dans la rue aux côtés des raffineur.es, des cheminot.es, des enseignant.es…

Depuis le 20 septembre, les salarié.es des raffineries sont en grève reconductible autour d'une revendication simple : les salaires doivent suivre l'inflation. Les géants du pétrole comme Total, qui a pourtant engrangé des profits astronomiques ces derniers mois, versé des milliards de dividendes exceptionnels et augmenté de 50% la rémunération de son dirigeant, ne veulent rien entendre, tentent de faire passer les grévistes pour des riches en présentant des moyennes de salaire bidons (à quand la « moyenne » du salaire du DGT et d'une assistante de contrôle ?!). Et le gouvernement, après avoir refusé toute taxation supplémentaire de ces grands groupes, vole à leur secours et piétine le droit de grève en réquisitionnant les salarié.es. Nous nous associons aux demandes des grévistes de réquisition des super-profits engrangés par ces entreprises.

Ca ne peut plus durer ! La CGT, la FSU, Solidaires et Force Ouvrière appellent à une journée de grève générale mardi 18 octobre, date à laquelle les cheminot.es et les enseignant.es des lycées professionnels avaient déjà prévu une mobilisation nationale. Allons-y, pour défendre le droit constitutionnel de grève, pour soutenir les raffineur.es, mais surtout parce que nous aussi nous voulons que nos traitements suivent l'inflation ! Les salaires réels des fonctionnaires reculent depuis plus de 20 ans : s'il avait suivi l'inflation depuis l'année 2000 le point d'indice vaudrait aujourd'hui 5,927 euros (au lieu de 4.85 actuellement). Le gouvernement exclut explicitement toute nouvelle revalorisation de la valeur du point d'indice jusqu'en 2027, alors que celle intervenue cet été (3,5 %) est très nettement inférieure à la hausse des prix. Et ce ne sont pas les mesures catégorielles de ces derniers mois qui vont faire la différence : les 7 premiers échelons de la catégorie C sont toujours en dessous du SMIC et ce dernier rattrapera également la grille de catégorie B à la prochaine hausse. La refonte de la grille du corps de l'IT a surtout profité à l'encadrement, tandis que les contrôleur.es du travail n'ont rien eu du tout. Enfin, les adjoint.es administratifs, les CT et les IT ont été « oublié·es » de la convergence indemnitaire. Même si nous préférons les points d'indices aux primes, les planchers d'IFSE pour ces corps sont ridiculement bas. Le Gouvernement prend les agents publics et leur pouvoir d'achat comme une simple variable d'ajustement, c'est insupportable !

La grève peut payer. Avant-hier encore les salarié.es de de Dassault Falcon ont obtenu une hausse de salaire immédiate de 140 euros par mois et une prime de 800 à 1200 euros pour l'année 2022. D'autant qu'un recul de Macron et Borne sous la pression de la rue aujourd'hui serait la meilleure façon d'empêcher la réforme des retraites demain. Les syndicats CGT TEFP, SNUTEFE FSU, SUD TAS, FO TEFP et CNT TEFP invitent donc les agent.es à se réunir en assemblée générale dans les

prochains jours pour discuter de leur participation au mouvement, à faire grève et à manifester le 18 octobre pour exiger :

- Une augmentation immédiate de la valeur du point d'indice de 10%, et l'ouverture de négociations sur le rattrapage des pertes accumulées ces dernières années ;

- Un plan de titularisation immédiat de l'ensemble des non-titulaires occupant des postes permanents avec les moyens financiers nécessaires à la création des postes correspondants ;

- Un plan de recrutement massif au ministère du travail afin de répondre à nos missions de service public ;

- Le passage en CDI à 100% et l'alignement des salaires et des primes sur la grille des titulaires de tout.es les agent.es non titulaires sur des postes permanents, en attendant leur titularisation ;

- Un plan de transformation massive des emplois de catégorie C en B et de B en A ;

- L'accès de tous les contrôleur.es du travail qui le souhaitent au corps de l'inspection du travail.